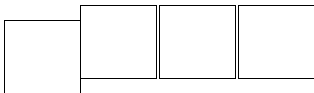


Pourquoi Total ne paie pas d'impôt sur les sociétés en France

[Gabriel Zucman](#)

juil. 30



LIRE DANS
L'APP ↗

TotalEnergies vient d'enregistrer 11,2 milliards de dollars de profits au cours des 6 premiers mois de 2026, soit une hausse de 72% sur un an, profitant à plein de l'envolée des prix du pétrole consécutive à la guerre en Iran.

Alors que le débat sur ses maigres contributions fiscales s'intensifie – TotalEnergies ne paie pas ou presque d'impôt sur les sociétés en France – l'entreprise vient de publier un communiqué affirmant qu'elle ne délocalise pas ses profits dans des paradis fiscaux.

J'aimerais ici examiner ses arguments un par un, en toute rigueur et en toute clarté.

Ce sera l'occasion non seulement de démasquer les artifices rhétoriques que les multinationales comme Total utilisent pour camoufler leur évasion fiscale, mais surtout de revenir sur les choix structurants réalisés depuis les années 1980, qui permettent aujourd'hui aux grandes entreprises de délocaliser plus de 1.000 milliards d'euros de profits dans les paradis fiscaux chaque année.

Tout d'abord, le communiqué commence par une esquiv. Le problème pointé régulièrement par de nombreux acteurs de la société civile tient au fait que TotalEnergies s'organise pour ne pas payer d'impôt sur les

sociétés en France.

Le groupe y répond par un chiffre choc : « *la contribution de TotalEnergies aux finances publiques françaises dépasse les 2 milliards d'euros* ».



TotalEnergies News & Fact Checking  
@TotalEnergiesPR



 [Show translation](#)

M. [@Gabriel_zucman](#), la situation actuelle mérite probablement autre chose que ce genre de communication.

Sur le fond, nous vous avons déjà répondu dernièrement, et point par point. Vos interpellations restent les mêmes, mais les faits sont tenaces :

✅ TotalEnergies acquitte ses impôts là où elle exerce ses activités et où elle crée de la valeur, dans le strict respect des règles internationales. Il s'agit principalement des pays producteurs.

En 2025, la contribution de TotalEnergies aux finances publiques françaises a malgré tout dépassé 2 milliards d'€ : impôts, taxes et cotisations sociales pour plus de 35 000 collaborateurs dans le pays.

Mais qu'est-ce que Total entend donc par « contribution » ? Nullement l'impôt sur les sociétés – elle n'en paye pas. Mais deux autres choses :

D'abord, les cotisations sociales liées à ses 37 000 salariés, qui n'ont rien à voir avec l'impôt sur les sociétés, mais que versent toutes les entreprises (du moins celles qui ne pratiquent pas le travail dissimulé) au Trésor public.

Ensuite, comme l'avait débusqué le [Nouvel Obs](#), les taxes sur les dividendes que Total distribue à ses actionnaires. Cet impôt n'est pourtant en rien payé par le groupe. Comme l'explique le Nouvel Obs : « *c'est comme si une entreprise disait « payer » l'impôt à la source qu'elle retient sur votre salaire* ».

Cela n'a aucun sens et a été dénoncé à de nombreuses reprises, mais cela n'empêche pas l'entreprise de reprendre cette communication trompeuse, en espérant que de nombreux journalistes la relaient sans poser trop de questions.

Quoi qu'il en soit, derrière cette esquive se cache un aveu, même si le groupe se garde bien de l'explicitier : **TotalEnergies ne paye pas d'impôt sur les sociétés en France.**

Celui-ci est le principal impôt acquitté par les entreprises, au taux normal

de 25% sur les bénéfices. Il rapporte environ 60 milliards d'euros par an au Trésor public français, soit l'équivalent du budget de l'Éducation nationale.

Venons-en donc maintenant au cœur du sujet : **pourquoi TotalEnergies échappe-t-elle à l'impôt sur les sociétés en France ?**

Sa défense reprend les éléments de langage traditionnellement utilisés par les multinationales du monde entier en pareilles circonstances : « *TotalEnergies acquitte ses impôts là où elle exerce ses activités et où elle crée de la valeur, dans le strict respect des règles internationales* ».

Puisque le groupe n'y acquitte aucun impôt sur les sociétés, il faut donc comprendre que, selon lui, ses activités en France « ne créent aucune valeur ». Examinons donc cet étrange argument.

TotalEnergies emploie 37 000 personnes en France, soit près d'un tiers de ses 117 000 collaborateurs à travers le monde. Mais le groupe n'y enregistre aucun profit : chaque année ou presque, il y déclare des pertes. Pas de bénéfices, donc pas d'impôt sur les bénéfices, quoi de plus normal ? C'est là, en substance, le cœur de son argumentation.

Nous sommes donc priés de croire qu'un tiers des effectifs mondiaux de Total sont employés dans des activités structurellement déficitaires. Activités que le groupe préserve néanmoins, par bienveillance ou altruisme, ou pour d'autres raisons non spécifiées.

Cet argument, pris pour argent comptant, n'a déjà pas grand sens : quelle entreprise maintiendrait pendant tant d'années des activités aussi considérables (37 000 salariés) en pure perte ?

Mais il devient intenable dès que l'on regarde où TotalEnergies déclare ses profits. Car le groupe réalise d'énormes bénéfices, qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars au niveau mondial chaque année.

Or on ne peut pas comprendre les pertes qu'il prétend réaliser en France si l'on ignore où il prétend réaliser ses profits. Dès que l'on se penche sur la localisation de ces derniers, tout s'éclaire.

Les bénéfices de TotalEnergies sont ventilés pays par pays dans son « Tax Transparency Report » (rapport de transparence fiscale), dont la dernière

édition porte sur l'année 2024.



Tax Transparency Report
Fiscal Year
2024



À première vue, rien d'infamant : 0 bénéfice aux Bahamas ou aux Bermudes, exemples que le groupe met en exergue.

2024

Tax jurisdiction (in thousand of dollars)	Activities ⁽¹⁾	Third party revenue	Related party revenue	Total revenue	Profit (loss) before tax	Corporate income taxes paid/ (refunded)	Corporate income taxes accrued	Stated capital	Accumulated earnings	Number of employees	Tangible assets	Comments (2)
Italy	EP - GRP - MS - RC	827,305	335,816	1,163,121	160,090	9,693	28,934	13,336	12,711	683	1,679,146	See Glossary explanations on why CIT paid and CIT accrued differ.
Lithuania	MS	49,689	0	49,689	2,930	380	680	3,761	4,109	48	819	
Luxembourg	MS	1,086,957	-3,247	1,083,710	6,242	2,473	3,302	51,991	3	27	4,763	
Malta	RC	13	21,691	21,704	3,218	2,127	1,308	12	4,078	219	5,043	
Poland	MS - RC - GRP	1,114,238	118,010	1,232,248	5,834	3,983	4,533	114,179	66,945	7,225	360,644	
Portugal	MS - RC - GRP	297,768	73,622	371,391	56,007	29,254	19,941	6,997	20,649	2,454	474,794	
Romania	MS - RC - S	228,321	65,960	294,281	15,501	2,364	3,410	32,089	415	1,318	25,444	
Slovakia	MS	25,279	719	25,998	2,423	568	561	582	18,142	11	4,730	
Slovenia	MS	50,564	832	51,397	1,311	300	337	226	557	7	76	
Spain	GRP - MS - RC	2,759,881	1,167,274	3,927,155	83,769	14,907	11,332	191,004	73,353	1,820	597,758	Absence of global tax consolidation. Book to tax differences.
Sweden	GRP - MS	207,596	6,756	214,351	30,017	7,529	7,621	152	675	400	24,003	
The Netherlands	EP - GRP - MS - RC - S	2,708,383	1,293,268	4,001,651	556,351	186,253	240,588	27,595,072	10,961,368	551	389,515	Coexistence of different tax groups, with no global consolidation. See Glossary explanations on why CIT paid and CIT accrued differ.
Non-cooperative jurisdictions and other controversial jurisdictions												
Bahamas	EP	0	0	0	0	0	0	290,542	-434,078	0	0	December 2024 acquisition. See Chapter 2.
Bermuda	EP - GRP	5,000	0	5,000	-34,000	0	0	0	-226,692	0	0	See Chapter 2.
Eswatini	MS	74,833	382	75,215	2,565	819	1,037	0	5,878	12	10,856	
Fiji	MS	225,215	17,768	242,983	6,219	0	1,777	2,584	15,504	110	43,927	
Malaysia	EP - GRP	24,158	0	24,158	-15,038	6,053	3,000	1,080,000	86,000	327	1,172,117	Book to tax differences.

Mais il y a un hic : la désormais célèbre ligne « reste du monde ».

Cette ligne dans laquelle – et ce n'est mentionné nulle part dans le « Tax Transparency Report » mais Patrick Pouyanné a dû l'avouer à l'Assemblée nationale en juin 2026 après que je l'ai interpellé sur ce sujet – le groupe inclut la Suisse et Singapour, deux des plus grands paradis fiscaux de la planète.

Dans cette ligne « reste du monde », qui de l'aveu même de son PDG reflète « pour l'essentiel » la Suisse et Singapour, TotalEnergies a déclaré 5,9 milliards de profits en 2024. Soit un quart de l'ensemble de ses

bénéfices mondiaux.

Ces 5,9 milliards de profits ont été imposés au taux de 15 % en 2024, taux nettement inférieur à celui de tous les pays où le groupe a des activités significatives, comme la France.

Récapitulons donc :

- Les 37 000 salariés français de TotalEnergies, pris dans leur ensemble, **ne « créent aucune valeur », d'après le groupe.**
- En Suisse et à Singapour, en revanche, une valeur extraordinaire est « créée » : **près de 5,9 milliards de dollars en 2024.**
- TotalEnergies, géant de l'extraction pétrolière et gazière, déclare près d'un quart de ses bénéfices mondiaux en Suisse et à Singapour, **pays pourtant peu connus pour leurs gisements de pétrole.**
- **Deux paradis fiscaux notoires**, noyés avec d'autres territoires non identifiés au sein d'une ligne « reste du monde », dans un rapport dit de « transparence » fiscale.

Et il ne s'agit là que de l'année 2024, la dernière disponible.

Dans des interventions précédentes, je m'étais attardé sur l'année pendant laquelle les bénéfices du groupe ont atteint un sommet historique, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : l'année 2022.

Qu'y découvre-t-on ? **En 2022, TotalEnergies a enregistré 11,5 milliards de dollars de profits dans le « reste du monde », soit près de 1 million de dollars par salarié. Quelle productivité en Suisse et à Singapour !**

Tax jurisdiction (in thousand of dollars)	Activities ⁽¹⁾	Third party revenue	Related party revenue	Total revenue	Profit (loss) before tax	Corporate income taxes paid/ (refunded)	Corporate income taxes accrued	Stated capital	Accumulated earnings	Number of employees	Tangible assets	Comments
South Africa	EP - GRP - MS	3,894,049	181,812	4,075,861	185,124	67,929	57,032	69,578	558,240	805	828,420	
Uganda	EP - MS	520,496	0	520,496	-38,329	8,583	11,435	52,513	21,641	686	2,245,322	Absence of tax consolidation between the various entities in the jurisdiction (see ETR explanation page 33).
United Arab Emirates	EP - GRP - MS - SSC	226,833	10,853,188	11,080,021	926,208	82,138	82,138	99,290	1,272	192	3,630,735	Most taxes incurred and paid on our extractive activities in UAE are classified as production taxes in our financial statements following the IFRS accounting standards guidance. As shown in Chapter 5, the global amount of profit and production taxes accrued in UAE in fiscal year 2022 was \$8,390M.
United Kingdom	EP - GRP - MS - RC	8,418,149	8,246,565	16,664,714	7,051,804	3,118,692	3,700,743	4,619,979	1,240,076	2,046	2,173,605	See Glossary explanations on why CIT paid and CIT accrued differ.
United States	EP - GRP - MS - RC - SSC	26,964,203	36,252,741	63,216,944	1,181,506	48,802	-6,777	23,788,057	-3,652,089	6,548	7,382,645	Prior year adjustment on CIT accrued. See Glossary explanations on why CIT paid and CIT accrued differ.
Rest of the world		100,965,068	137,609,005	238,574,074	11,562,513	514,464	1,212,246	5,247,506	12,227,818	12,963	6,300,511	
TOTAL		288,854,646	358,392,079	647,246,725	49,016,534	14,453,034	19,991,159	160,983,302	90,778,826	116,753	107,884,686	As mentioned above, the profit before tax has been adjusted to exclude a \$4.8bn non tax deductible exceptional depreciation loss on Russian assets.

(1) Does not include the activities of entities outside the scope of CbCR.

EP: Exploration & Production GRP: Gas Renewables & Power MS: Marketing & Services RC: Refining & Chemicals SSC: Shared service center

Et sur cette somme le groupe n'a payé que 4 % d'impôt sur les sociétés.

De façon surprenante, Patrick Pouyanné l'a contesté à l'Assemblée nationale : « *J'ai vu des bêtises écrites comme quoi le reste du monde serait fiscalisé à 4 % ... Visiblement il y a des experts économiques qui ne savent pas calculer* », a-t-il déclaré.